

## Transcription du 1<sup>er</sup> épisode du podcast Femmes de courage, « Créer des partenariats équitables pour la justice écologique et la justice genre ».

**Jane Thirikwa** : Vous écoutez « Femmes de courage » qui vous est proposé par KAIROS : Initiatives œcuméniques pour la justice. Nous vous présentons des histoires de courage de femmes engagées dans la consolidation de la paix à l'échelle locale, de défenseuses des droits de la personne et d'actrices clés de la promotion de l'inclusivité, du développement démocratique, de la consolidation de la paix, des droits de la personne et de la justice écologique. Je m'appelle Jane Thirikwa, je suis coordonnatrice des partenariats mondiaux chez KAIROS et animatrice de ce podcast.

Dans ce premier épisode, nous nous penchons sur le travail de KAIROS en matière de justice de genre et sur l'impact de ses partenariats de collaboration avec des organisations locales dirigées par des femmes qui font progresser de manière transformatrice la justice genre et la justice écologique sur plusieurs fronts.

L'année 2021 a été une année commémorative pour le programme Femmes, paix et sécurité (FPS). Le mois d'octobre a marqué le 21<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui réaffirme le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, [et l'importance de leur participation égale et entière dans les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité]. En 2021, la campagne internationale des 16 jours d'activisme contre la violence liée au genre a eu 30 ans.

Pour Rachel Warden, responsable des partenariats chez KAIROS, 2021 fut également une année charnière pour l'organisme et ses actions énergiques en faveur de la justice.

**Rachel Warden** : Je travaille avec des partenaires depuis longtemps maintenant – les 20 ans de l'existence de KAIROS et les 7 années qui ont précédé sa création – et je ne voudrais pas faire autre chose. Ces partenaires sont des organisations féminines de la base, des organisations de défense des droits de la personne, des défenseurs des terres et des droits des peuples autochtones, des femmes artisanes de la paix, des églises et des organisations œcuméniques qui se trouvent en Colombie, en RDC, au Soudan du Sud, en Israël/Palestine, aux Philippines et ailleurs dans le monde.

Le programme Femmes de courage de KAIROS est fondé sur ces partenariats et il s'appuie sur les connaissances, l'expérience et les réalités des partenaires. Il a été créé à l'initiative de partenaires et il est à son meilleur lorsqu'il est dirigé par les partenaires.

Ses débuts remontent à 2010, lorsque KAIROS a accepté l'invitation d'un partenaire colombien, l'Organización Femenina Popular de Barrancabermeja, de participer à une mobilisation

mondiale des femmes contre la militarisation. Nous avons réuni une délégation de femmes comprenant des partenaires mondiaux et des femmes autochtones du Canada. En Colombie, nous avons visité des communautés autochtones et afro-colombiennes touchées par la guerre et traversé le pays en autobus avec des membres de ces communautés pour les accompagner à un rassemblement et à une vigile sur une base militaire. À la fin de notre séjour, nous avons organisé un atelier avec des partenaires sur les impacts sexospécifiques de la militarisation et de la guerre et sur l'utilisation des cadres internationaux des droits de la personne pour défendre les droits des femmes et pour construire une paix durable à l'échelle locale et nationale.

Après de nombreuses années de travail en faveur de la justice de genre, je considère que c'est à ce moment-là qu'est [né le programme Femmes de courage](#).

Nos partenaires nous ont beaucoup appris sur les impacts de la guerre sur les femmes, les multiples façons dont elles en deviennent victimes et y survivent, mais aussi sur le rôle essentiel que les femmes jouent dans la construction d'une paix inclusive, équitable et durable à tous les niveaux.

Les effets de la guerre sur les femmes et le rôle des femmes dans la consolidation de la paix sont reconnus au Canada et par l'ONU, du moins en théorie. Toutefois, la mise en œuvre et le financement des politiques et des résolutions qui découlent de cette reconnaissance sont encore insuffisants. Bien qu'il existe de nombreuses preuves que les processus de paix incluant la participation des femmes sont plus durables et, bien sûr, plus équitables et plus justes, les femmes demeurent des actrices minoritaires dans les processus officiels de consolidation de la paix, toujours dominés par les participants au conflit – les représentants des gouvernements et les membres d'anciens groupes armés qui sont généralement des hommes.

Cristina Palabay, secrétaire générale de Karapatan, organisme partenaire qui œuvre pour les droits de la personne aux Philippines, nous parle de l'énorme fossé qui sépare les politiques gouvernementales et les résolutions des Nations unies en matière de justice de genre, de droits des femmes et d'égalité et la réalité à laquelle sont confrontées les femmes sur le terrain aux Philippines.

**[Enregistrement audio : Cristina Palabay]** : La situation actuelle des femmes aux Philippines, dans le contexte de la pandémie, présente une augmentation des signalements de violence à leur égard alors qu'elles sont souvent isolées et confinées chez elles.

Notre société est fortement déterminée par des facteurs économiques et politiques, de sorte qu'il existe une marginalisation économique généralisée et la majorité des femmes colombiennes proviennent de ces couches marginalisées. Les changements climatiques et les activités humaines comme la construction de barrages et les projets miniers ont un impact considérable, qui s'ajoute à celui de la pandémie.

L'autre aspect qui définit cette société encore patriarcale est de nature politique. Des problématiques qui touchent à la gouvernance. Notre président actuel a une approche meurtrière. Nombre de ses déclarations renvoient à la persécution politique. Et ce qui fait peur, c'est que nous avons de nouvelles lois antiterroristes sur la base desquelles on peut s'en prendre aux membres dissidents de la société civile et des églises qui défendent les droits des femmes. La situation générale est donc de plus en plus difficile pour les femmes.

**Rachel Warden**: Malgré l'énorme décalage entre ces engagements internationaux et la réalité sur le terrain, les femmes continuent à travailler sans relâche pour créer les conditions d'une paix juste et équitable, notamment au niveau local. Elles sensibilisent les femmes à leur droit de vivre sans subir de violence et de participer à la consolidation de la paix. Elles plaident pour l'application des résolutions de l'ONU, en demandant aux gouvernements d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action nationaux. Les résolutions des Nations unies sont devenues d'importants mécanismes permettant de demander des comptes aux gouvernements.

Nos partenaires nous ont également appris que lorsque les femmes victimes et survivantes de la violence et des conflits armés ont la possibilité de guérir, de retrouver l'estime de soi et de revendiquer leurs droits, elles peuvent devenir et deviennent effectivement des voix et des actrices clés dans les processus de consolidation de la paix.

Margaret Wasaba, du Soudan du Sud, parle du réseau et des groupes locaux de femmes, et de Women's Link, un programme du Conseil des Églises du Soudan du Sud.

**[Enregistrement audio : Margaret Wasaba]** : Nous soutenons l'autonomisation des femmes par le biais de divers ateliers et formations portant, par exemple, sur les droits de la personne et les droits des femmes, la guérison des traumatismes, le pardon et la réconciliation, et la VFS [violence fondée sur le sexe], la paix et la sécurité des femmes. Puis, il y a nos interventions pour la paix.

Nous organisons également des prières mensuelles, chaque fois dans une église différente. Les femmes qui y participent ont des appartenances ethniques et dénominations diverses. Toutes les églises sont sous l'égide du Conseil des Églises du Soudan du Sud. Nous avons des initiatives de proximité comme le porte-à-porte pour sensibiliser les gens au mariage précoce. Dans certaines tribus, le mariage précoce est encore imposé aux enfants.

Les efforts que nous avons investis ont amené de grands changements. Nous portons un message d'espoir pour l'avenir. La paix sera là.

**Rachel Warden**: Moni Tabitha Emmanuel, ancienne coordinatrice du Programme national pour les femmes du Conseil des Églises du Soudan du Sud, souligne le succès des programmes de soutien psychosocial, de guérison des traumatismes et de formation en droits de la personne

sur le plan de l'autonomisation des femmes, grâce auxquels elles font entendre leur voix et s'impliquent comme leaders dans leur milieu.

**(Enregistrement audio : Moni Tabitha Emmanuel) :** Un autre grand impact que j'ai vu, c'est que les voix des femmes ont été entendues. Avant, elles ne connaissaient pas leurs droits en tant que femmes, elles se considéraient comme des femmes au foyer dont le rôle se limitait à enfanter [d'être mères]. Mais après avoir acquis une certaine autonomie grâce à la formation sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui parle de la participation des femmes à tous les niveaux, certaines femmes se sont vues nommées chefs locales.

Auparavant, elles pensaient que cette position était réservée aux hommes; grâce à leur autonomisation et les connaissances obtenues sur leurs droits et sur la justice de genre, ces femmes ont été en mesure de participer. En Équatoria-Occidental, où je suis allée pour donner une formation sur le leadership et la bonne gouvernance, l'assistance était remplie de femmes qui étaient chefs dans leurs localités, et elles ont partagé des expériences importantes quant aux effets de leur travail.

**Jane Thirikwa :** Depuis des décennies, les femmes signalent les liens qui existent entre les changements climatiques, les effets sexospécifiques de l'extraction des ressources naturelles, les conflits et la violence dont elles sont victimes. La plupart des coûts socio-environnementaux de l'industrie extractive sont subis par les populations rurales des régions où ces activités sont menées. Lorsque l'extraction a des répercussions sur l'environnement local, ces répercussions sont ressenties plus particulièrement par les communautés autochtones, surtout les femmes, qui dépendent des ressources naturelles pour leur économie de subsistance. Elles se trouvent encore plus défavorisées en raison des problèmes sociétaux et économiques découlant du colonialisme, de la pauvreté, du manque de pouvoir et de droits fonciers, et de leur faible influence dans la prise de décisions.

**Gabriela Jiménez :** Les femmes sont aux premières lignes de la défense de la terre et de l'eau, à l'intérieur et au-delà des frontières du Canada colonial.

Siège d'au moins la moitié des sociétés extractives du monde, le Canada est une puissance minière mondiale. Le passé de ces entreprises est composé de violations des droits de la personne et de dommages environnementaux. Les femmes, les filles et les personnes de genre non binaire sont confrontées aux répercussions individuelles et collectives de l'exploitation minière qui se déroule sur leurs territoires. Ce sont également les femmes, les filles et les personnes de genre non binaire qui le plus souvent agissent en protectrices des terres et de l'eau.

Je m'appelle Gabriela Jiménez. À titre de coordonnatrice des partenariats en Amérique latine, je m'occupe du programme de KAIROS sur les répercussions sexospécifiques de l'extraction de ressources naturelles.

Depuis 2014, KAIROS prône une analyse sexospécifique pour mettre en lumière les incidences sociales, économiques, sanitaires, environnementales et politiques de l'exploitation – le fait, par exemple, que les déplacements, la précarité économique, la contamination de l'eau et les conflits sociaux qui accompagnent les projets extractifs ont des conséquences spécifiques pour les femmes. KAIROS attire également l'attention sur le travail des femmes dans la défense des droits des communautés et de l'environnement et fait pression pour que la légitimité des défenseurs des terres soit prise en compte dans les espaces de définition des politiques et de prise de décision. Enfin, KAIROS plaide pour la responsabilisation des entreprises minières canadiennes.

Les défenseuses des droits de la personne de l'Île de la Tortue et du Sud, ainsi que le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones disparues et assassinées affirment clairement que l'exploitation minière est une forme de violence sexiste qui touche non seulement les femmes, les filles et les personnes non binaires, mais aussi la terre.

Dans leur ensemble, les répercussions sexospécifiques de l'extraction de ressources naturelles constituent une violence fondée sur le sexe, une violence qui est exacerbée et intensifiée en contexte de conflit armé, comme c'est le cas en Colombie, soutient Gloria Amparo Suarez de l'Organización Femenina Popular.

**[Enregistrement audio : Gloria Amparo Suarez] – Voix hors champ en anglais :**

Barrancabermeja, en Colombie, est située dans la région de la partie moyenne du fleuve Magdalena que les divers groupes armés se sont farouchement disputée. C'est une région qui a connu des déplacements forcés et des disparitions forcées. La violence sexuelle et sexiste y est également très répandue. Notre organisation [OFP] a été créée en 1972. Nous sommes actives depuis plus de 40 ans. Nous allons bientôt fêter nos 50 ans de défense des droits de la personne et des femmes. Nous défendons également la terre et les ressources naturelles.

Notre communauté a été touchée par le conflit armé. Des personnes ont été mutilées, assassinées, exilées, certaines ont subi des violences sexuelles, des déplacements ou des disparitions forcées.

Le programme Femmes de courage, en collaboration avec KAIROS, nous permet d'offrir un soutien aux femmes depuis plus de 10 ans. En plus de l'accompagnement et des initiatives d'autonomisation économique, nous réagissons sur des questions politiques [pour demander des comptes].

Grâce à ce travail, nous avons contribué à améliorer la vie des femmes et à les aider à se remettre des conséquences du conflit armé et de la guerre. Ces femmes ont été victimes non

seulement de la violence sexiste dans leur foyer, mais aussi aux mains des groupes armés, qui ont tous utilisé le corps féminin comme un outil de guerre.

Le programme Femmes de courage est focalisé principalement sur le soutien psychologique et juridique, le bien-être émotionnel, l'action et le soutien collectifs, et l'accompagnement à la défense des droits des femmes. Il nous a permis d'aider les femmes à s'autonomiser [par l'acquisition de connaissances] sur leurs droits, à devenir plus actives, à améliorer leur estime d'elles-mêmes et leur autonomie.

**Gabriela Jiménez :** En Colombie, où le gouvernement et une ancienne guérilla ont signé un accord de paix en 2016, les défenseurs des droits de la personne sont systématiquement criminalisés, menacés, attaqués et tués. L'année dernière, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs et des défenseuses des droits de la personne a publié un rapport sur les entreprises et les défenseurs des droits en Colombie afin d'attirer l'attention sur les attaques dont font l'objet les protecteurs de l'environnement dans le pays. Le rapporteur spécial a constaté que dans 90 % des attaques signalées contre des défenseurs de la terre et de l'eau entre 2015 et 2019 étaient en cause quatre industries : celles des mines, des combustibles fossiles, de l'agriculture et de l'élevage, et des barrages hydroélectriques. Les organisations de femmes, comme l'Organización Femenina Popular, et les femmes défenseuses des droits de la personne comme Gloria Amparo Suarez, affirment que les droits environnementaux doivent être un principe central d'une approche féministe de la consolidation de la paix.

**[Enregistrement audio : Gloria Amparo Suarez] – Voix hors champ en anglais :** Nous continuons à travailler dans le cadre de l'accord [de paix] intervenu en [2016] entre le gouvernement et les FARC, les Forces armées révolutionnaires de Colombie. Sa signature nous avait donné beaucoup d'espoir, mais une grande partie de l'accord n'a pas encore été mise en œuvre.

Il y a tant de questions que nous considérons comme urgentes! Cependant, en tant qu'organisation, nous avons trois priorités que nous aimerions renforcer dans notre travail et dans nos collaborations avec d'autres organisations.

[Premièrement], nous souhaitons renforcer la mémoire dans le cadre du processus de consolidation de la paix; [deuxièmement, nous voulons lutter contre la violence sexiste, qui s'est aggravée pendant la pandémie, avec une augmentation de 114 % des appels à l'aide émanant de femmes; [troisièmement], nous voulons défendre le territoire. Les femmes sont les principales défenseuses de la terre et du territoire. Nous ne luttons pas que pour la protection des femmes, mais pour celle de l'ensemble de la communauté. Nous consacrons donc plus d'efforts aux problématiques liées à l'extraction de ressources et aux impacts des industries extractives en Colombie.

Nous espérons continuer à défendre le territoire. L'environnement est touché et nous devons accompagner les femmes dans le travail de mémoire, pour contribuer à leur autonomisation et pour faire en sorte que ces choses ne se répéteront pas. Nous devons travailler à la transformation.

**Gabriela Jiménez :** On assiste à une offensive mondiale contre les défenseurs des droits environnementaux, que ce soit par des attaques physiques ou par la criminalisation. Comme l'indiquent les événements récents, la criminalisation des femmes autochtones qui défendent la terre et l'eau au moyen d'injonctions et l'utilisation des forces publiques pour réprimer les actions de protection de la Terre Mère ne se produisent pas que dans les pays du Sud.

De Wet'suwet'en (WET-SO-WET-EN) aux territoires abénaquis, les entreprises minières confondent consultation et consentement pour défier le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et les droits issus de traités. Entretemps, les gouvernements fédéral et provinciaux protègent les intérêts des entreprises au détriment des droits des peuples autochtones et de la justice écologique et de genre. Les femmes autochtones persistent et insistent sur la protection de la Terre Mère.

Visitez MERE Hub à l'adresse [www.merehub.ca](http://www.merehub.ca) pour en apprendre plus sur les effets sexospécifiques de l'extraction des ressources. MERE Hub est une plateforme numérique créée pour et en consultation avec les femmes défenseuses de la terre et de l'eau afin de soutenir la recherche, le plaidoyer, le partage d'informations et la mobilisation.

KAIROS vous encourage à demander au gouvernement du Canada de mettre en œuvre les appels à la justice du rapport d'enquête final, y compris les appels concernant les industries extractives et d'exploitation des ressources et les appels concernant les droits de la personne et les droits des Autochtones et les obligations gouvernementales.

KAIROS vous invite également à signer une [pétition](#) demandant au gouvernement du Canada d'adopter une loi sur la responsabilité des entreprises.

Vous trouverez des liens vers la pétition, le [rapport final de l'Enquête](#) et d'autres ressources dans la description du podcast.

**Jane Thirikwa :** Les changements climatiques représentent le défi le plus complexe de notre époque. Dans toutes les sociétés, leurs répercussions affectent différemment les femmes et les hommes. Ces effets néfastes continuent de peser lourdement sur les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier les femmes. Bien que les effets des changements climatiques sur les écosystèmes et les moyens de subsistance varient selon les régions et les saisons, ils sont plus importants pour ceux qui vivent déjà dans des conditions de marginalisation ou dans des situations de conflit.

Radia Mbengue, coordinatrice des partenariats mondiaux de KAIROS pour l'Afrique et la justice climatique, affirme qu'en dépit de la reconnaissance croissante du rôle fondamental des femmes dans l'adaptation aux changements climatiques et dans leur atténuation, elles ont toujours moins d'influence économique, politique et juridique, et sont donc plus exposées aux effets néfastes des changements climatiques et de la violence qui y est associée.

**Radia Mbengue :** Aujourd'hui plus que jamais, on parle de la corrélation entre le programme d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité d'un côté, et l'adaptation et les réponses aux changements climatiques de l'autre. En réalité, ces débats ne sont pas nouveaux. Les communautés autochtones et les femmes dans les pays du Sud plaident depuis longtemps pour leur inclusion dans le débat mondial sur le climat et sur les femmes, la paix et la sécurité, car, sur le terrain, elles voient de leurs propres yeux comment les changements climatiques affectent leurs moyens de subsistance, mais aussi qu'ils exacerbent les conflits, l'insécurité alimentaire et la violence sexiste.

Les femmes sont fortement affectées par les changements climatiques au quotidien. Pourtant, leur rôle et leur potentiel d'action dans la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques sont souvent négligés. Les organisations locales de femmes dans le Sud ont mis en évidence le fait que l'entrecroisement entre le genre, l'environnement et la paix n'est pas pris en considération dans les politiques et les pratiques. En effet, peu d'initiatives « Femmes, paix et sécurité » abordent explicitement les enjeux des conflits socio-environnementaux, des droits fonciers et des changements climatiques.

Les effets des changements climatiques sont néanmoins évidents dans le monde entier et ils ont de graves conséquences pour les femmes en particulier. La réalité est que les femmes et les filles sont touchées par ces changements et inversement, elles peuvent agir sur eux; l'adaptation aux changements climatiques ne peut se faire sans elles. Leur participation égale et significative, qui est un élément fondamental du programme FPS, est essentielle à la réussite des solutions aux risques que posent le climat et la discrimination fondée sur le genre pour la sécurité, mais cela démontre également que le programme FPS a le potentiel de promouvoir la participation des femmes dans la réponse aux préoccupations de sécurité liées au climat et au genre.

Bien qu'ils contribuent peu aux changements climatiques, de nombreux pays du Sud se trouvent à en subir le poids avec peu de ressources pour s'adapter. Les fonds alloués à la lutte contre les changements climatiques n'atteignent pas ces communautés. Par exemple, entre 2016 et 2019, seulement [26 % de ces](#) fonds étaient destinés à l'Afrique.

Les changements climatiques ont exacerbé l'insécurité alimentaire et physique qui touche les femmes et les filles, beaucoup d'entre elles étant déplacées ou exposées à des conflits et à la pauvreté induits par la crise du climat. Cette situation est particulièrement alarmante pour celles qui vivent dans les zones de conflit et dans les zones rurales ou pauvres, où l'accès aux sources de revenus et aux services de santé est limité. Les femmes et les filles sont également plus



vulnérables dans les situations de conflit, de guerre et de catastrophe naturelle qui remettent en cause leur autosuffisance et la possibilité pour elles d'aller à l'école, de prendre soin de leur foyer et d'accéder à des sources de revenus et d'approvisionnement alimentaire réguliers.

Le réchauffement climatique a également provoqué une augmentation du nombre de maladies et d'épidémies, exposant encore plus les femmes au risque d'insécurité physique, en particulier dans les zones où les ressources financières ou l'accès aux soins sont limités. En conséquence, les femmes sont confrontées à une pénurie de nourriture, mais aussi à des taux élevés de mortalité infantile.

Volahery Andriamanantenasoa, membre de notre partenaire, le Centre de recherche et d'appui pour les alternatives de développement de Madagascar, souligne également que la vulnérabilité des communautés locales et autochtones croît en raison de leur dépendance à l'égard des ressources naturelles et qu'elles sont constamment exposées à la pollution, aux déplacements et à la violence sexiste. Leur campagne « Le droit de dire non », menée en collaboration avec un autre de nos partenaires, [WoMin](#), une alliance africaine dont le travail est focalisé sur le genre et l'extraction, vise à mettre en lumière les effets des changements climatiques sur les femmes et à renforcer la capacité de celles-ci à défendre leurs communautés, mais aussi à lutter contre les entreprises extractives étrangères.

**[Enregistrement audio : Volahery Andriamanantenasoa] : Voix hors champ en anglais :** Avec des émissions de dioxyde de carbone de 0,1 tonne/habitant, qui sont parmi les plus faibles au monde, Madagascar a très peu contribué à la crise climatique. Le pays est également un lieu de forte concentration de biodiversité, riche en écosystèmes très précieux et sensibles, qui sont gravement compromis par les changements climatiques.

Selon l'Indice mondial des risques climatiques de 2020, Madagascar est le 4<sup>e</sup> pays le plus touché par le réchauffement climatique dont les effets menacent la survie des espèces animales endémiques et d'un grand nombre de communautés pauvres et vulnérables représentant 80 % de la population.

Il est évident que tout cela a des conséquences énormes et disproportionnées sur les femmes, en particulier sur les habitantes des régions rurales, qui souffrent le plus des effets des changements climatiques.

Malheureusement, dans un contexte de dégradation généralisée de l'environnement naturel du pays, les politiques de développement de Madagascar tendent à perpétuer le système extractif hérité de la période coloniale et des régimes qui ont suivi l'indépendance.

**Radia Mbengue :** Le soutien et le financement des efforts locaux et des initiatives des femmes devraient être une priorité absolue dans la lutte contre les changements climatiques. Les organisations de la société civile qui se trouvent sur le terrain, dont nos partenaires,

accomplissent un travail remarquable de renforcement des capacités des femmes dans différents domaines pour leur permettre non seulement de participer à l'adaptation aux changements climatiques, mais aussi de la diriger.

Nos partenaires du Sud travaillent aux côtés des femmes sur des campagnes locales de défense des droits de la personne afin qu'elles puissent se défendre, défendre leurs droits et ceux de leurs communautés. À Madagascar et dans la province du Sud-Kivu en RDC, ils travaillent également à la promotion de techniques agricoles adaptées aux changements climatiques.

Ce travail agricole est particulièrement important, car le réchauffement climatique est l'un des principaux obstacles à la sécurité alimentaire et au développement social des populations pauvres, notamment des femmes et des jeunes filles dans les régions rurales qui dépendent principalement de l'agriculture et de l'élevage.

À cet effet, notre partenaire HJ utilise par exemple ses émissions de radio pour sensibiliser la population aux risques du rejet de déchets plastiques dans les lacs. L'organisation soutient également les groupes de femmes par le biais de son programme générateur de revenus qui consiste à les aider à louer des champs communautaires pour l'agriculture et l'élevage de porcs. Pour renforcer la production agricole, les femmes fabriquent du fumier à partir des déchets ménagers et des excréments des porcs, qu'elles utilisent comme engrais pour leurs champs.

En dehors de ces exemples, il faut un soutien général axé sur l'autonomisation des femmes et sur la réduction, autant que faire se peut, des inégalités sociales et de genre. Il est important d'investir dans ce domaine, car ces inégalités sont les raisons pour lesquelles les femmes sont le plus souvent exclues des processus de consultation et de prise de décision aux niveaux local, national et international.

Il est donc nécessaire et essentiel d'élaborer des stratégies intersectionnelles pour assurer la participation des femmes et des filles sur tous les fronts et pour respecter le travail qui se fait déjà sur le terrain en amplifiant les voix des femmes dans leur milieu, mais aussi pour tenir nos gouvernements responsables de leur rôle dans les changements climatiques et les inégalités sociales à l'étranger. Pour le Canada, il s'agirait de s'attaquer aux impacts sexospécifiques de l'extraction de ressources par les entreprises minières qui ont des activités à l'étranger.

## **OUTRO**

**Jane Thirikwa :** Le respect des droits des femmes est indispensable à la réalisation de la justice de genre dans le monde. Le soutien aux organisations et aux mouvements de défense des droits des femmes, ainsi qu'aux défenseuses des droits de la personne, en particulier à celles qui travaillent dans des contextes fragiles, exige des partenariats rapides et flexibles qui garantissent leur participation significative dans les processus décisionnels pertinents, fondés sur la reconnaissance des droits et sur des approches favorisant l'égalité des sexes. Le moment

est venu de redoubler d'efforts et de se concentrer sur le renforcement des mouvements de femmes afin de les aider à prendre les rênes du changement social sur les enjeux les plus urgents de notre époque.

Nous voici arrivés à la fin de cet épisode! Un grand merci à l'équipe des partenariats de KAIROS et à nos partenaires internationaux du programme Femmes de courage. La transcription complète de l'épisode se trouve sur notre site Web, [www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org). Vous pouvez écouter les podcasts sur notre site Web ou sur l'application de podcasts de votre choix, et n'oubliez pas de nous suivre, pour ne pas manquer nos prochains épisodes. Je m'appelle Jane Thirikwa, merci de votre écoute!

**Fin**

---